



La Commune



Un énième plan, une énième tromperie

une énième tromperie | Palestine

Le plan dit de Genève, concocté par des émissaires non officiels du Parti travailliste israélien et de l'OLP, est vanté dans les journaux et sur les ondes comme un très sérieux plan de paix. Notre propos est de montrer qu'il n'en est rien et, qu'à tout le moins, il a pour objet de conserver le confinement du peuple palestinien dans des enclaves ou des portions congrues de leur propre pays.

Rappelons tout d'abord que jamais l'ONU n'a tenu compte du droit du peuple palestinien à l'intégralité de sa terre : la résolution 181 du 29 novembre 1947 prévoyait la partition en deux Etats, sioniste et palestinien, du territoire de la Palestine, un Etat arabe un tantinet plus vaste que les lambeaux de terre attribués aujourd'hui aux Palestiniens, mais réduit en gros à la Cisjordanie actuelle, la bande de Gaza et un couloir à l'ouest de Jérusalem.

D'Oslo

Les accords d'Oslo signés en 1993 s'appuyaient sur la résolution 242 du 22 novembre 1947 qui ne dit mot du droit du peuple palestinien, tout en exigeant d'Israël qu'il restitue la Cisjordanie, Jérusalem-est et Gaza. Les accords d'Oslo ont dûment saucissonné la Cisjordanie en bantoustans d'où il est impossible de s'extraire sans permis spéciaux de l'armée israélienne.

A titre indicatif, ce plan prévoyait qu'au bout de quatre ans, l'Autorité palestinienne contrôlerait 99 % du territoire et que les colonies (passées de 120 en 1967 à plusieurs centaines en 1996) devraient être évacuées. Or, en 1996, seuls 17 % des territoires étaient réellement sous contrôle palestinien, et aux colonies existantes il s'en était encore ajouté 72 en quatre ans.

On arrive aujourd'hui à 400 000 colons, 15 % de la population totale de la Cisjordanie et de Gaza. Certaines colonies sont si vastes qu'elles surpassent en dizaines de kilomètres les espaces dévolus aux Palestiniens. C'est le cas d'Ariel Shomron, Gushetzion, Ben Yamin et des faubourgs de Jérusalem.

On sait que, plus particulièrement depuis les gouvernements Netanyahu et Sharon, de nombreuses routes ont été tracées pour relier les colonies, que des Arabes ont été expropriés, que le Mur de la Honte sépare des villages de leurs champs, que les colons arrachent les oliviers, unique ressource pour beaucoup de Palestiniens, et nombreux ont vu que le marché de dupes d'Oslo était mort après trois ans d'Intifada.

A Genève

Que prévoit le plan de Genève ? Un Etat démilitarisé avec quelques forces de sécurité aux frontières pour " prévenir le terrorisme ". Le territoire de l'Etat palestinien sera conforme aux frontières de 1967, intégrera la bande de Gaza et 97,5 % de la Cisjordanie, Israël annexant le reste en regroupant les plus grosses colonies comme celles à l'est de Jérusalem ou celle de Goush Etzion au sud. Certaines colonies feraient partie du territoire palestinien (Arid, Efrat, etc.), Israël attribuant, en guise de compensation, quelques arpents de cailloux pour élargir la bande de Gaza. Les quartiers juifs de Jérusalem-est demeureront israéliens (ils sont devenus ce qu'ils sont en 1967, après la guerre). Le gouvernement palestinien siègerait dans un autre quartier de Jérusalem-est et contrôlerait la vieille ville (sauf le Mur des lamentations et les quartiers juifs). Le Mont des Oliviers, la ville de David, la vallée de Kivron seraient placés sous contrôle international.

Les colons non inclus dans les 2,5 % de territoire cisjordanien annexés devraient être évacués et leurs propriétés confiées à l'Autorité palestinienne. Le retrait des troupes israéliennes serait loin d'être total, puisque Israël stationnerait trois ans dans la vallée du Jourdain et n'évacuerait les premiers sites qu'au bout de 9 et 21 mois. En outre, l'Etat sioniste conserverait des " stations d'alerte " dans le nord et le centre de la Cisjordanie.

Quant aux réfugiés, aucun retour en Israël n'est prévu, la décision revenant au bon vouloir du gouvernement sioniste. Les indemnités prévues en 1948 et 1967 (et jamais versées) pourraient avoir lieu. Chaque réfugié aurait le droit de s'installer dans l'Etat croupion palestinien. Le Quartet (ONU, USA, UE, Russie) et les " volontaires " créeraient une force multinationale de surveillance de l'application des accords et mettraient en place un représentant spécial.

Un même plan

Voilà en substance ce que prévoit le plan qui, comme son prédécesseur de 1993, permet d'entériner les expulsions de 1948, le maintien des troupes israéliennes en différents points de l'Etat " offert " au peuple palestinien, l'échange de terres fertiles contre des champs de cailloux, et présente toutes les conditions pour être violé dès sa signature.

Un plan qui méprise les droits fondamentaux d'un peuple chassé de sa terre depuis 55 ans ne peut être qu'un mauvais plan, même si l'Autorité palestinienne lui donne son aval. Il ne règlera rien, et ne fera que renforcer la conviction des masses qu'il n'y a rien de bon à attendre de ce genre de négociations.

Voir aussi dans la catégorie Palestine

Israël : chantre de l'apartheid.

La proposition de députés de la Nupes à l'Assemblée Nationale, de qualifier la politique de l'État sioniste comme une politique d'apartheid contre le peuple palestinien, crée de... >>



Israël : un gouvernement dans la tempête qui continue à assassiner les Palestiniens

La coalition anti-Netanyahou connaît des heures difficiles. Cette coalition hétéroclite va de la droite sioniste religieuse à la gauche laïque et "radicale" en passant par un parti arabe... >>



Israël : un sioniste en chasse un autre !

Le dimanche 13 juin 2021, Benyamin Nétanyahou a été contraint de quitter son poste de premier ministre par une coalition hétéroclite allant de la droite extrême à la pseudo gauche... >>



Halte à l'attaque israélienne. Vive la résistance palestinienne



Le conflit actuel a commencé en avril, avec l'offensive israélienne visant à expulser les Palestiniens de Sheik Jarrah, à Jérusalem-Est. Ici, nous abordons l'actualité, la résurgence des... >>



Déclaration de la LIS : L'Etat sioniste sera détruit, un Moyen-Orient socialiste renaît de ses cendres

La Commune relaie la déclaration de la Ligue socialiste internationale >>



Palestine : l'apartheid sioniste en action

Israël officialise en juillet 2018 sa politique d'apartheid. La jeunesse, loin de se soumettre à cette politique, se mobilise malgré une répression sauvage. Alors que l'apartheid continue de la... >>